Les sociétés démocratiques modernes dans le double lien :

mépris de la loi et horreur du vide juridique

Christian Godin

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/leportique/506>

DOI : 10.4000/leportique.506

ISSN : 1777-5280

Éditeur

Association "Les Amis du Portique"

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2005

ISSN : 1283-8594

Référence électronique

Christian Godin, « Les sociétés démocratiques modernes dans le double lien : », *Le Portique* [En ligne], 15 | 2005, mis en ligne le 15 décembre 2007, consulté le 25 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/leportique/506> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/leportique.506>

Ce document a été généré automatiquement le 25 mars 2021.

Tous droits réservés

Les sociétés démocratiques modernes dans le double lien :

mépris de la loi et horreur du vide juridique

Christian Godin

- 1 Les sociétés démocratiques modernes, par opposition aux sociétés anciennes et traditionnelles, n'ont pas un rapport simple et univoque à la loi. Lorsque celle-ci était censée émaner d'une autorité indiscutable ou transcendante – ancêtre, nomothète, Nature, Dieu... –, elle était à l'abri de la contestation. Sa nécessité fictive la protégeait. Toute transgression était assimilée à une monstruosité ou à un blasphème. À partir du moment où les anciens principes de légitimation se sont effondrés, où la loi a été reconnue pour ce qu'elle est, à savoir un mode conventionnel et transitoire d'organisation des liens entre les hommes, l'antique respect mêlé d'effroi a disparu pour laisser place à une reconnaissance assez vague pouvant aller jusqu'au mépris. Sans doute, pour reprendre la définition proposée par Montesquieu de la vertu comme amour des lois, les révolutionnaires français eurent-ils obscurément conscience de la catastrophe possible qui accompagnait le passage de l'Ancien Régime au Nouveau : si rien ne surpasse la volonté du peuple, c'est-à-dire en fait, de ses représentants, l'assise reste-t-elle assez solide pour induire un respect inconditionnel ? Dans un monde sans sacré, comment la loi pourrait-elle encore avoir ce caractère supérieur sans lequel elle n'est plus qu'une simple règle, voire qu'un simple arrangement ?
- 2 La passion de l'égalité, où Tocqueville a de façon prémonitoire décelé le caractère central et fondateur des sociétés démocratiques, a renforcé cette profanation de la loi en même temps qu'elle est en partie issue d'elle. Alors que la loi dans les sociétés anciennes et traditionnelles exprimait une hiérarchie réputée aussi immuable que le ciel des astres et des dieux, dans les sociétés modernes, elle consacre l'égalité entre des hommes vivant dans l'immanence d'un même monde – aussi se présente-t-elle toujours davantage comme la garantie de droits subjectifs, par exemple la loi électorale consacre l'égalité de tous les citoyens (une tête égale une voix). Précisons toutefois que l'égalité que la loi exprime désormais gouverne davantage le monde symbolique que le monde matériel. C'est un point important que Tocqueville n'avait pas vu : non seulement

l'égalité symbolique qui caractérise les sociétés démocratiques modernes n'induit pas une égalité des conditions matérielles mais bien souvent elle n'existe qu'à titre compensatoire : c'est précisément parce que les États démocratiques contemporains ont renoncé à l'égalité réelle (alors que celle-ci de 1920 à 1980, du temps de l'apogée de l'État-providence, avait accompli de nets progrès en Europe et aux États-Unis) qu'ils ont accordé en échange une égalité symbolique, financièrement peu coûteuse.

- 3 L'individualisme des droits subjectifs et l'universalisme des droits de l'homme sont à la fois corollaires et contraires : cette tension dialectique pouvant aller jusqu'à la contradiction est proprement constitutive de notre modernité. D'un même mouvement historique, en effet, ont été proclamés les droits de la personne et ceux de l'être générique : droits de *l'homme* et du *citoyen* dit explicitement la Déclaration de 1789. La particularité immobilisée et justifiée en particularisme était ainsi dépassée et niée par les deux bouts : l'individu d'un côté, le genre humain de l'autre. Ce cadre formateur de l'idéal républicain est en train de s'effondrer. C'est en effet à un véritable retour du particulier, ce refoulé, que nous assistons depuis un certain temps.
- 4 Il est à cet égard frappant de constater que les actuels partisans du particularisme en matière législative reprennent contre l'universalisme prétendument abstrait et oppressant de la loi les arguments qui furent ceux des adversaires contemporains les plus déterminés de la Révolution française, d'Edmund Burke à Joseph de Maistre. Déclarer des droits de l'homme comme naturels est une absurdité, faisait remarquer le premier, car s'ils sont naturels, donc universels, ils n'ont pas besoin d'être déclarés et s'ils sont déclarés, c'est bien la preuve qu'ils ne sont ni naturels ni universels. Je ne connais pas l'homme, insistait le second, mais seulement l'Italien, le Français ou l'Allemand.
- 5 Il est caractéristique que les grands débats qui ont agité les médias, donc l'opinion publique, dans le domaine législatif depuis une trentaine d'années touchent des lois dont l'universalisation est hors de question. Certes, les problèmes soulevés concernent tous les citoyens, mais ils ne les impliquent pas tous directement, qu'il s'agisse du droit à l'avortement, de la procréation médicalement assistée, du clonage, de l'euthanasie ou du mariage homosexuel – toutes ces controverses, dont certaines ont déjà débouché sur un travail parlementaire effectif, n'impliquent qu'une partie, parfois ultra minoritaire, de la population. Tout se passe comme si l'on devait désormais penser et travailler exclusivement à la marge. Foucault l'a emporté sur Sartre : les exceptions nous apparaissent comme beaucoup plus centrales que les normes, en tout cas comme beaucoup plus intéressantes à défendre.
- 6 Dorénavant, les revendications s'exprimeront en termes juridiques : une « minorité » (les mathématiques démontrent qu'il y a beaucoup plus de sous-ensembles que d'éléments dans un ensemble) ne s'estimera pas satisfaite tant que ses projets et désirs ne seront pas garantis par une loi. L'absence et *a fortiori* le refus de la législation seront aussitôt dénoncés comme un signe inacceptable de discrimination. Ainsi les mouvements homosexuels fustigeront-ils comme discriminatoire une législation qui ne fera pas place au mariage homosexuel et à l'adoption d'enfants par des homosexuels.
- 7 Le racisme et sa condamnation juridique ont à cet égard joué le rôle de paradigme. Seulement pour celui qui, libre de tout pathos, considère attentivement les choses, l'identification d'un sexe ou d'un comportement sexuel à une race, ou à une minorité, apparaît comme un paralogisme. Plus même qu'un paralogisme : un piège conceptuel auquel il est désormais difficile d'échapper. D'abord, historiquement, l'identification

d'une « race » exploitée ou humiliée à une « minorité » est abusive. Très souvent, c'est la minorité qui humilie et exploite une majorité ethnique (l'apartheid sud-africain l'illustre avec force). Ensuite, les catégories raciales, sexuelles et comportementales, ne jouent pas sur le même plan : on n'est pas femme ou homosexuelle comme on est Noir ou Arabe. Il devait bien y avoir des homosexuels parmi les maîtres blancs des esclaves noirs de l'Alabama, et parmi eux un certain nombre étaient mariés : ces femmes et leurs maris n'en faisaient pas moins partie de la classe des maîtres et n'étaient, après tout, pas mis davantage au ban de la société, comme femmes ou comme homosexuels, que le poète ou le vagabond.

- 8 Avec le reflux du marxisme, le concept de classe est devenu inopérant ; dès lors, ceux de race et de genre ont pris sa place. Ainsi dans certains discours constate-t-on que les femmes et les homosexuels se sont substitués à un prolétariat défaillant et peut-être en voie de disparition économique. Seulement ce remplacement médiatisé et préparé par la notion de race est lourd de conséquences. On n'en a sans doute pas encore pris toute la mesure.
- 9 Le mépris de classe était dans la société aristocratique et bourgeoise classique l'expression psychologique d'un statut inférieur : on méprisait le paysan et l'ouvrier parce qu'ils appartenaient à une catégorie inférieure de la population. Semblablement, dans l'Antiquité, l'esclave était méprisé parce qu'esclave. Il n'était pas esclave parce que méprisé. À la limite, ce sentiment n'avait pas même lieu d'exister : dans l'ensemble de la littérature ancienne, rarissimes sont les moments où les auteurs se laissent aller jusqu'à exprimer des émotions ou sentiments à l'endroit des esclaves. Le passage d'une lettre où Cicéron avoue avoir pleuré à la perte de l'un de ses esclaves est une exception, pas seulement pour la tendresse avouée, mais pour l'affect manifesté. Pour un maître, un esclave était une chose, il n'existait pas véritablement, il n'y avait donc pas lieu de le mépriser, car mépriser, c'est encore *considérer* autrui, et de plus c'eût été se laisser aller à une passion indigne d'un maître (dans le cadre d'une éthique valorisant l'absence d'affects ou leur maîtrise, comme c'est le cas avec l'épicurisme ou le stoïcisme, ce trait ne manque pas d'avoir son importance). C'est dans ce contexte général qu'il convient de comprendre cette singularité historique encore trop méconnue, malgré un texte décisif de Louis Dumont : absent des sociétés aristocratiques d'Ancien Régime, à l'exception notable de l'Espagne de la Reconquête, le racisme naît au XIX^e siècle avec les sociétés démocratiques qui égalisent les statuts. Le racisme anti-noir américain est apparu comme contrecoup direct de l'abolition de l'esclavage – semblablement, c'est avec la très large assimilation des Juifs que l'antisémitisme allemand a pris, à partir de la fin du XIX^e siècle, des dimensions littéralement pathologiques. Contrairement à ce que la *doxa* médiatique considère comme une vérité d'évidence, le racisme s'alimente davantage de l'intégration réussie que du ghetto. Autant dire qu'il a tout l'avenir devant lui.
- 10 Identifier, ou seulement comparer les femmes et les homosexuels aux Noirs et aux Juifs est une absurdité sociologique et historique. Mais ce glissement, ce contresens a une fonction de révélateur : toute position d'infériorité, de mise à l'écart sera dorénavant interprétée selon le paradigme raciste. Avec l'effondrement de l'interprétation marxiste des conflits en termes de classe sociale, n'importe quelle inégalité de statut et de prestige sera psychologisée, c'est-à-dire traduite en termes d'émotions et de sentiments. Ainsi doit-on comprendre la prolifération récente des « phobies » à combattre – et des appels répétés à la loi pour les arrêter : homophobie, transphobie,

islamophobie, handiphobie, etc. De manière exemplaire, la race aura servi de transition, d'intermédiaire et d'instance justificatrice entre la classe désormais impensable et le genre ou le comportement sexuels. On demandera à la loi de statuer non seulement sur des pratiques ouvertement discriminatoires (en matière d'emploi et de salaire, ce qui, dans une société démocratique, est bien le moins) mais aussi sur des paroles, des attitudes, des intentions, bref dans un domaine qui jusqu'alors était du ressort de la seule psychologie (sauf en cas, justement, de crimes perpétrés). La « loi contre les propos discriminatoires à caractère sexiste ou homophobe » est exemplaire à cet égard ; elle finirait par interdire un certain nombre de jugements politiques comme ceux qui s'inquiéteraient de l'absence de parité dans certains milieux homosexuels... La psychologisation et la moralisation de la loi vont de pair avec sa dépolitisation : tout se passe désormais comme si le lien social était exclusivement affaire de sentiment, avec pour unique alternative aimer (c'est bien)/ne pas aimer (c'est mal). Il n'est pas difficile de comprendre qu'une loi qui se ravale à un tel niveau de sentimentalité, médiatiquement entretenu, n'a pour seule force que l'avantage que ses bénéficiaires du moment en tirent. Mais pour tous les autres, qui forment la grande majorité de la population, elle n'a guère plus d'importance qu'un slogan publicitaire ou qu'une enseigne commerciale : le signe d'une présence et d'une influence dont il convient de tenir compte, faute de les tenir en estime.

- 11 Dans une société d'atomisation individuelle, qui perd jusqu'au sens de l'idée d'intérêt général (sans même parler de l'intérêt général réel), il est fatal que les sujets tendent à se considérer prioritairement comme des victimes potentielles les uns des autres. Une société qui verrait son niveau de violence diminuer pourrait très bien être, et ceci explique cela, une société du conflit généralisé. À la revendication catégorielle s'ajoutera la plainte individuelle – plainte exprimée sur le mode psychologique/sentimental et plainte portée sur le mode juridique devant les tribunaux. Nietzsche disait de la liberté qu'elle est la métaphysique du bourreau. Dans une société qui postule une liberté et une responsabilité infinies, l'accident et l'erreur finissent par être considérés comme les produits d'une volonté ou d'une négligence, et le dommage comme un préjudice. Ainsi se met en place une société du contrat, aux antipodes du contrat social théorisé par Rousseau : il n'y a plus de volonté générale, seulement des volontés particulières et personnelles.
- 12 Outre la multiplication des catégories intermédiaires et des réclamations subjectives, sur fond d'effondrement de la classe (et du peuple), il est un autre facteur qui contribue aujourd'hui à faire proliférer les lois au-delà des limites du raisonnable : les avancées, que d'aucuns appellent progrès, des technologies, spécialement pour ce qui touche la naissance, l'existence et la mort. Un appareil législatif est à la fois la traduction d'un état de fait social et un ensemble de normes. Pendant des millénaires, les structures de base des sociétés ont si peu changé que les hommes ont pu les croire éternelles. Les bouleversements économiques, à la fois causes et effets des bouleversements techniques, ont profondément transformé la nature des liens entre les individus ainsi que la conception que ceux-ci se font de leur propre existence. Ainsi l'amoindrissement et l'éclatement de la famille, la chute de la croissance démographique, le nomadisme sentimental et le vagabondage sexuel peuvent-ils être compris moins comme le résultat d'un hypothétique désir de liberté posé comme inconditionné que comme l'effet d'un mouvement historique d'ensemble dans lequel l'individu se définit toujours davantage indépendamment de ses liens traditionnels. Les innovations techniques et scientifiques, spécialement dans le domaine médical, mettent en crise toutes les données sur

lesquelles la vie des hommes croyait reposer jusqu'alors : la procréation, la naissance, la vie, la mort. Les anciennes croyances et valeurs ont dans ce contexte de plus en plus de mal à se maintenir face aux pratiques qui les récusent ouvertement ou implicitement : dès lors que l'échographie permet de déceler des pathologies, voire de simples anomalies génétiques chez l'embryon, comment résister à une pratique qui coïncide avec un eugénisme de fait ? Dès lors que la médecine permet de prolonger artificiellement la vie des moribonds et des comateux, comment résister à l'injonction du « mourir dans la dignité » ? Confronté à de douloureux cas de conscience, spécialistes et familiers demanderont une loi pour combler cette béance symbolique creusée par le mouvement même des savoirs et des techniques. De toutes part, on entendra dénoncer l'insupportable « vide juridique » qui place les responsables devant des dilemmes impossibles à résoudre, et la société dans son ensemble dans une hypocrisie de Ponce Pilate. La nature du droit contemporain a horreur du vide. Les lois destinées à combler ce « vide » sont évidemment comprises et présentées comme des libertés supplémentaires à conquérir car cette débauche législative est considérée comme la marque patente du progrès. *A contrario*, on parlera de *tabou* à faire sauter, de « dernière liberté » (à propos de l'euthanasie) sans se rendre compte qu'il y a souvent plus de liberté, sans parler de la raison, dans une tolérance de fait (les coupables d'euthanasie, même active, hors cas d'exception à l'évidence pervers, sont acquittés par les tribunaux) que dans une loi qui ne manquerait pas de donner aux décideurs un pouvoir exorbitant – sans compter le domaine d'inévitable transgression que n'importe quelle loi délimite par son existence même. Mais la loi peut aller aussi dans le sens d'une contrainte (et pas seulement dans celui d'une autorisation) : ainsi, pour pallier la grave pénurie d'organes dont la chirurgie a besoin pour les transplantations, certains sont allés jusqu'à réclamer une loi rendant le « don » obligatoire – lequel, de ce fait, ne serait plus un don mais une manière d'impôt.

- 13 Ainsi les sociétés contemporaines sont-elles prises d'une espèce de frénésie législative et réglementaire, aggravée encore par la multiplication des centres de décision – de la localité à l'instance supra-étatique (Europe, organisations internationales) en passant par la région et l'État. Partis de philosophies différentes et visant des objectifs différents, Descartes, Montesquieu et Beccaria tombaient d'accord sur ce point : le meilleur système juridique est celui où les lois sont peu nombreuses, évidentes pour tous et accompagnées de la force contraignant à leur obéissance et sanctionnant leur violation. L'inflation affaiblit la valeur : cela est vrai des lois comme de la monnaie et des mots. Les lois du Décalogue étaient inscrites sur la pierre, celles de Rome étaient gravées dans le bronze, les nôtres sont écrites sur du sable. Elles ne sont lisibles que le temps d'une législature, d'un gouvernement, d'une mode. Désormais, nul, à l'exception d'une poignée de fanatiques ou de rêveurs, ne croit plus qu'elles émanent de Dieu ou de la Nature. Dès lors, pourquoi les respecter ? Nous avons du moins appris cela de l'histoire : que les transgressions d'aujourd'hui sont les avancées de demain. Nos contrevenants et délinquants sont donc des précurseurs. Officiellement punis, mais déjà fêtés. Dès lors, pourquoi obéir aux lois ?
- 14 N'allons pas croire néanmoins que la prescription disparaît de notre horizon. Seulement, elle tend à prendre de plus en plus la forme de la règle et de moins en moins celle de la loi. On peut aussi interpréter cette tendance historique comme la victoire terminale de la conception contractualiste anglo-saxonne (la règle en tant qu'accord ponctuel entre deux volontés) sur la conception républicaine romano-germanique (la loi en tant qu'expression de l'intérêt général). Dans le monde de la mondialisation,

presque tout entier gouverné par l'économie de marché, la loi n'est plus émanation d'une supposée volonté populaire exprimée par ses représentants mais l'accord déterminé que des agents d'un même système social ont passé entre eux. C'est dire si le monde dans lequel nous vivons est une formidable machine à créer de la loi et aussi, corollairement, à organiser son oubli.

RÉSUMÉS

En tombant du ciel des dieux sur la terre des hommes, la loi change littéralement de sens. L'idée républicaine d'universalité compensait la perte de puissance que la loi avait subie du fait de sa désacralisation. La particularité est en train de la remplacer. Symptomatique à cet égard est la tendance à la psychologisation du lien social, de plus en plus souvent traduite en termes juridiques. Dans les sociétés individualistes contemporaines, la règle qui manifeste l'accord entre les parties du corps social tend à remplacer la loi censée être l'expression d'une volonté générale à laquelle plus personne ne croit.

As it falls from the skies of Gods onto Man's earth, the law sees its meaning literally change. The republican idea of universality used to compensate the loss of might that the law suffered as it was de-consecrated. The idea of particularity is slowly replacing it. A symptom of it can be seen in the trend of psychologization of the social link, a phenomenon then carried on and fixated in judicial vocabulary. In contemporary individualistic societies, the rule expressing an accord between segments of the social body slowly tends to replace the law, supposed to voice the existence of a general will that no one believes in anymore.

AUTEUR

CHRISTIAN GODIN

Christian Godin, philosophe, est Maître de conférences de philosophie à l'Université Blaise Pascal de Clermont-Ferrand. Auteur de très nombreux ouvrages, dont les six volumes de *La Totalité*, il a récemment publié le *Dictionnaire de philosophie* (Fayard/Éditions du Temps, 2004).